

# La convergence des luttes internationales

Frank Poupeau

**La mondialisation purement économique associe le progrès technique à un renforcement des mécanismes d'exploitation, au profit des sociétés transnationales. Pour peser dans la balance et rajouter des contrôles démocratiques à l'expansion économique, il est nécessaire de mettre en place des réseaux d'échanges et d'actions translocaux qui respectent la spécificité des lieux et des acteurs.**

La nécessité d'internationaliser les luttes s'est imposée ces dernières années : la multiplication des collectifs de résistance, dans de nombreux pays, et les contacts créés lors des rassemblements contre la "globalisation" libérale, permettent d'envisager des mises en réseau générant plus d'efficacité et de solidarité. Nous vivons une transformation des modes de domination : la répression croissante qui frappe des mouvements sociaux, de Gênes à Séoul, de Rio à Alger, ne doit pas faire oublier que des méthodes plus "douces", plus "personnalisées", sont mises en œuvre pour contrôler les vies de chacun, notamment grâce à des méthodes de management appliquées indifféremment au monde de l'entreprise, de l'école ou de la gestion publique des "ressources humaines". Mais au-delà du matraquage idéologique relayé par la plupart des médias, la principale caractéristique de cette transformation réside cependant dans son internationalisation : si la mondialisation est inséparable du développement capitaliste, la politique de "globalisation" imposée par les réformes néo-libérales est une politique de dépolitisation qui ne

consiste pas seulement à ramener tous les choix au fatalisme "planétaire" des lois économiques, mais à disloquer tous les collectifs susceptibles de résister à la marchandisation croissante du monde.

## Collectiviser les luttes

La multiplication des luttes locales, sur des sujets comme la culture, les OGM ou le chômage, montre que la critique du capitalisme ne peut se limiter aux seuls marchés financiers internationaux ; elle exprime surtout la nécessité de collectiviser les ressources militantes pour résister à cette généralisation des modes de domination.

La résistance doit donc elle aussi s'internationaliser : les mobilisations contre la "globalisation" expriment le besoin de cette convergence des luttes mais il leur reste à tisser des "réseaux" assez solides pour s'installer dans la durée et se diffuser dans l'opinion : c'est cette possibilité, et non le nombre de manifestants, qui effraie les gouvernants, au moment où les effets sociaux des politiques libérales se manifestent clairement pour des franges croissantes de la population. C'est sur cette nécessité de la diffusion que la question des formes d'expression des luttes rejoint celle de leurs formes d'organisation.

## L'unité dans la diversité

Le principal problème de la mise en réseau des collectifs est d'arriver à concilier deux éléments apparemment contradictoires : d'une part d'exigence de buts communs et partagés pour réaliser la convergence des luttes ; d'autre part la

nécessité de préserver la diversité des expériences, individuelles ou collectives, qui donnent au militantisme sa consistance et son énergie. On peut faire défiler ensemble des collectifs de chômeurs, des syndicats radicaux ou des associations pour la suppression de la dette, on peut faire coexister, le temps d'un après-midi gérois ensoleillé et ensoleillé, des associations françaises, des refondateurs italiens, des communistes grecs, des autonomes allemands, des militants a-partides et a-patrides, par contre il est plus difficile de travailler ensemble, même sur des objectifs précis : parce qu'il faut toujours décider de qui se met en tête ou en queue de manifestation, du nom et du nombre des intervenants à une conférence de presse ou une journée de réflexion.

Certes, l'existence de moyens de communication de plus en plus performants et sophistiqués change les données du problème : ainsi les mouvements contre la globalisation libérale utilisent-ils internet et le courrier électronique pour organiser les mobilisations et la transmission d'informations en temps réel (comme le font les Indymedia ou le réseau Samizdat). On ne peut cependant résoudre la question des fins par le seul recours à un moyen de diffusion : la communauté d'action n'est pas qu'une affaire de communication. Un certain nombre de questions restent en effet en suspens.

## Le passage à l'acte politique

La première question concerne les effets de la transmission d'informations : comment la diffusion permet-elle le passage à l'acte politique ?

Un outil comme internet n'est pas utilisable par tous dans les conditions actuelles : il s'agit donc de trouver des formes de diffusion qui ne soient pas exclusives mais inclusives. On aura beau multiplier les moyens de diffusion, comme le livre ou l'affiche, les maisons de la culture ou les lieux d'exposition, cela ne développera pas pour autant l'accès des catégories les plus précarisées à ces formes d'expression.

Le premier travail est donc de transformer les conditions d'accès à ces instruments culturels et politiques : les goûts culturels et les opinions politiques ne sont pas uniformément répartis mais différenciés selon les groupes sociaux, et ce sont toujours les moins dotés qui ont le moins de possibilités d'accéder à l'expression. Contre la vision spontanéiste de l'action politique, on ne peut ignorer que les mouvements sociaux ne se trouvent pas en marge des lois sociologiques.

### **De la mobilisation au mouvement social**

La seconde question se pose dans la durée. L'action militante se situe, elle, au cœur de l'urgence. Même s'il est possible de regrouper une grande diversité de gens de professions différents, d'expériences militantes distinctes, sur des "temps forts" comme une manifestation, il n'est pas évident de transformer cette mobilisation en mouvement social, reposant sur un espace commun de discussion et, pourquoi pas, d'affectivité. C'est aussi un problème de nombre : à quelle échelle travaille-t-on ? Un "réseau affectif" est possible entre un petit nombre de personnes sur le temps limité d'un voyage, d'une conférence, d'une occupation, d'une manifestation.

Mais lorsque l'on passe à 100, ou 200 000 personnes, comme à Gênes, peut-on raisonner en ces termes ? Inversement, suffit-il d'adopter des mots d'ordre très généraux, relayés par des partis, des syndicats ou d'autres organisations collectives, pour produire cet espace commun ?

On pourrait multiplier les exemples récents de mobilisations durables et élargies qui se sont au contraire bâtis sur des thèmes spécifiques. Ces luttes particularisées se basent sur un même refus : celui d'une politique globale qui impose les inégalités du système capitaliste à tous les domaines de la vie sociale. Elles n'en restent pas moins irréductibles à l'uniformisation des organisations politiques et de leurs modes d'action actuels.

### **Des objectifs communs**

La troisième question concerne la recherche de thèmes communs, qui ne soient pas le produit d'un appauvrissement et un nivellement par le bas, comme dans un grand nombre de plates-formes, mais un instrument de convergence des luttes. On peut faire le constat que la première chose partagée est cette interrogation commune, qui ne se résume pas au souci de diffuser les travaux des uns et autres, des uns par les autres, ou de les commenter. Cette interrogation ne peut déborder les discours que dans une pratique de diffusion alternative qui permette le passage des formes de diffusion aux formes de mobilisation.

Le caractère abstrait de ces questions peut les rendre insolubles. Mais, de toute façon, les problèmes de mobilisation ne se résolvent pas seulement avec des mots. Il s'agit plutôt d'inventer d'autres formes concrètes de diffusion, de trouver

des moyens pratiques de se rejoindre sur le terrain des luttes, par exemple en se fixant, modestement, un agenda commun permettant d'utiliser collectivement la durée. Se pose alors, au-delà du problème des formes d'expression, celui des formes collectives d'organisation et, en premier lieu, des espaces de rencontre.

Lorsqu'un ministre anglais parle de ne pas se laisser distraire par le "cirque itinérant" des "antimondialistes", il nous rappelle, bien malgré lui, que le spectacle de la contestation a un prix. On peut refuser de payer le billet d'entrée, mais on n'échappera à la marchandisation de la révolte qu'en ne se laissant pas enfermer dans le cercle de l'arène. Alors que les gouvernants s'enferment dans leurs bunkers pour décider de l'avenir des populations sans les consulter, il faut pouvoir partager des espaces ouverts à tous pour réaliser la mise en commun des ressources militantes : informations, images, affiches, tracts, textes analytiques, débats, assemblées populaires, etc.

### **Un centre de ressources des luttes**

Les "centres de convergence" des médias indépendants et des associations qui accompagnent les rassemblements "anti-globalisation" constituent une initiative intéressante. On peut espérer l'élargir à d'autres formes d'expression, dans des lieux mis à la disposition de tous : la création d'un "centre de ressources des luttes", qui ne soit pas seulement une galerie artistique où s'exposent des productions, ni une école syndicale de formations de cadres pour l'appareil, mais un lieu de passage et de rencontres, peut

constituer un tel lien avec les formes d'organisation : si "l'esprit de sérieux" dissuade parfois tout engagement, l'organisation du "divertissement politique" par les groupes institutionnels conduit aussi à l'oubli des solidarités.

Un tel lieu de rencontres devrait ainsi faire le lien avec la parole des salariés et des précaires, avec les difficultés de tous ceux qui ne sont pas dans les manifestations, ni dans les expositions. Le travail sur les signes, sur les formes, constitue, dans cette perspective, la possibilité d'un lien sensible, matériel, plus accessible que les discours et les mots disqualifiés par l'idéologie libérale.

C'est parce que nous avons perdu, depuis quelques décennies, la bataille des mots, que l'idéologie libérale s'est imposée avec autant de force : la violence physique se trouve redoublée et légitimée par la violence symbolique de la politique de dépolitisation qui renvoie toute résistance dans l'archaïsme et le conservatisme – et ce ne sont pas les formes de lutte institutionnelles qui peuvent démentir cette impression. Il faut donc combler la coupure entre les mouvements sociaux, dont l'ouvriérisme frise parfois l'anti-intellectualisme, et les chercheurs ou artistes qui peuvent impulser d'autres types d'action, sans prétendre faire leur bonheur à leur place.

Il ne s'agit pas tant d'inventer de nouvelles idées que de mettre en place des structures permettant d'inventer ces idées.

Un tel centre de ressources d'expression des luttes que propose Ne pas plier est un lieu politique. Il met du matériel à disposition de tous les collectifs de résistance avec lesquels des liens se sont créés. **Ce serait un lieu de rencontres, lors d'échéances collectivement fixées, pour préparer les luttes présentes et à venir.**

*Stuttgart, août 2001  
www.nepasplier.fr*